ASSEMBLÉE NATIONALE

13 septembre 2023

POUR LE PLEIN EMPLOI - (N° 1528)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° AS347

présenté par

M. Delaporte, M. Aviragnet, M. Califer et M. Guedj

ARTICLE 3

À l'alinéa 10, substituer aux mots :

« et son conjoint, concubin ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité sont automatiquement inscrits »

les mots :

« est inscrit ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement de repli des députés socialistes et apparentés vise à supprimer l'inscription automatique à France Travail du conjoint, concubin ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité.

En l'état, le projet de loi prévoit l'inscription automatique à France Travail et sur la liste des demandeurs d'emploi des personnes demandant le RSA ainsi que de leur conjoint, concubin ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité.

Cet amendement vise à supprimer cette inscription automatique du conjoint, concubin ou partenaire Pacsé dont la situation personnelle n'est pas considérée.

Aucune démarche de sa part n'est en effet demandée, elle pourrait même se faire contre son gré.

En outre, qu'en est-il des personnes qui ont quitté leur emploi pour pouvoir s'occuper d'un enfant en situation de handicap, ou d'un conjoint agriculteur qui serait alors automatiquement inscrit comme demandeur d'emploi alors que son temps de travail peut largement dépasser les 50 heures par semaine ?

L'inscription automatique du conjoint risque également d'accroître le non-recours et le renoncement au RSA, un droit fondamental qui doit être garanti sans condition (hormis celles des ressources financières).

Cet amendement a été travaillé avec la CFDT.